



# **L'évolution de la politique étrangère des Etats-Unis en Europe à travers l'exemple du conflit bosniaque : l'hypothèse d'un soutien américain à l'implantation d'une entité musulmane en Europe.**

Mémoire de géopolitique  
du Chef d'Escadron (TA) Eric LE CALLONNEC  
dans le cadre du séminaire "fondements de la politique  
étrangère des Etats-Unis"

Directeur : Madame Denise ARTAUD  
Chercheur émérite au CNRS

Avril 2001

L'évolution de la politique étrangère des Etats-Unis en Europe à travers l'exemple du conflit bosniaque: l'hypothèse d'un soutien américain à l'implantation d'une entité musulmane en Europe.

### **Partie I :**

**Le conflit bosniaque : « C'est l'heure de l'Europe, pas celle des Etats-unis » ?**

L'ambiguïté de la position américaine.

Quelques considérations sur les origines du conflit.

### **Partie II :**

**Le conflit bosniaque : « C'est l'heure de l'Europe, mais l'Europe n'est pas au rendez-vous».**

Un héritage lourd de contraintes.

Circonscrire le conflit : l'anthologie des impossibilités nationales.

### **Partie III :**

**Le conflit bosniaque : « C'est l'heure des Américains, pas celle de l'Europe ».**

L'Islam en Europe : une fausse crainte américaine ?

Les tournants de la politique américaine envers la Bosnie.

Le rôle particulier des media en faveur des vues américaines.

**L'évolution de la politique étrangère des Etats Unis en Europe à travers  
l'exemple du conflit bosniaque: l'hypothèse d'un soutien américain à  
l'implantation d'une entité musulmane en Europe.**

Les ambitions géostratégiques affichées par les USA vis-à-vis de l'Europe sont claires : même si le sommet de l'Alliance atlantique de juin 96 avait affirmé la reconnaissance d'une organisation au service de la défense des intérêts de l'occident, parallèlement, les USA ne cachaient pas leur volonté, toute aussi déterminée, de demeurer le maître d'ouvrage de l'Alliance atlantique et de constituer une puissance active au niveau européen, actrice de la constitution d'une architecture contemporaine de sécurité en Europe, dont la Russie et la plupart des pays d'Europe de l'Est feraient partie.

Ainsi, puisant ses racines dans l'idéal Wilsonien d'un monde universellement démocratique, sans guerres ni frontières, la politique extérieure américaine comporte aussi une facette de profond réalisme géostratégique dans lequel l'Europe garde une place première.

L'Europe reste en effet un continent essentiel pour l'Amérique : les flux commerciaux mis en œuvre vers ce continent constituent autant de liens qu'elle doit préserver pour garantir sa maîtrise de l'espace maritime formé par l'océan atlantique, la mer méditerranée, et la zone particulière des détroits turcs, ouvrant ainsi la porte à son influence vers l'Eurasie. Second client potentiel constitué par les quinze pays de l'Union, l'Europe représentait, en 1998, plus de 50% des investissements américains ainsi qu'une source non négligeable de bénéfices engrangés par les entreprises multinationales de ce pays implantées sur place. L'Europe représente donc un poids financier qui pousse les USA à la voir bénéficier d'une stabilité durable.

Au plan politique, l'histoire contemporaine de l'Europe et celle des Etats-Unis restent liées par les deux interventions assumées par les Américains sur le sol européen lors des deux guerres mondiales. Par l'intermédiaire de l'Alliance atlantique,

dont elle est le membre le plus puissant, l'Amérique exerce dès l'origine une fonction stabilisatrice entre les pays européens en y réduisant les risques de luttes internes. Cette efficacité a fait ses preuves dès la fin de la deuxième guerre mondiale, à travers l'exemple de l'intégration de l'Allemagne, qui fut pendant plus de dix ans l'ennemie de la démocratie, dans l'Alliance atlantique.

Cependant, le nouveau concept stratégique de l'Alliance depuis 1991, outre sa finalité première de défense de ses membres contre une agression extérieure, comprend aussi désormais la prise en compte des risques de déstabilisation dus à des difficultés d'ordre économique, social, ou politique, connues en particulier actuellement par les pays d'Europe centrale et orientale.

Une conception globale de la sécurité, dans laquelle l'ensemble de l'Europe est concernée, est donc en cours de constitution depuis la dernière décennie. Elle met à la disposition des USA, à travers l'Alliance, une série de leviers, diplomatiques et militaires, qui lui permettent d'exercer son influence sur le vieux continent.

Ainsi, la politique extérieure américaine en Europe, telle qu'elle est déclarée, reste gouvernée par des invariants orientés vers la protection d'intérêts politiques et économiques clairement identifiables et dont la nature déclaratoire est dépourvue d'ambiguïté. Elle est mise en œuvre, pour une large part, au moyen de l'influence que les Etats-Unis possèdent au sein de l'Alliance atlantique en tant que membre le plus puissant.

L'orientation de la diplomatie américaine présente cependant envers le continent européen d'autres méandres, moins connus et plus fluctuants, qu'il convient aussi d'aborder afin de cerner plus précisément la place politique que tient l'Europe envers l'Amérique.

Plus précisément, l'analyse du conflit yougoslave pose la problématique de l'exploitation d'antagonismes religieux ancestraux en Europe par l'ensemble des acteurs de cette crise, qu'ils soient européens, eurasiatiques, ou nord-américains afin d'atteindre ou de retrouver des intérêts de puissance de tous ordres.

Corrélativement, elle soulève l'hypothèse d'un soutien nord-américain à l'instauration d'un foyer islamique au cœur du vieux continent, afin de constituer un obstacle à son homogénéité économique, religieuse, culturelle. L'influence des USA sur l'Europe serait ainsi assurée sur le long terme et empêcherait le Vieux Continent de concrétiser ses volontés identitaires aux plans économique et politique. Les intérêts planétaires de la première puissance mondiale resteraient dès lors à l'abri de toute concurrence d'ampleur.

Le déroulement de la crise bosniaque, plus particulièrement lors des années 1993 à 1995, constituera le champ d'étude et l'illustration de cette politique étrangère américaine vers l'Europe.

La présentation, à grands traits, des étapes essentielles du déroulement de cette crise à travers le comportement et les décisions des principaux acteurs, sans lesquels la perception du rôle induit des Etats-Unis serait inconcevable, permettra d'étayer la première partie de l'hypothèse présentée. Il conviendra ensuite d'évoquer les arcanes de la diplomatie secrète de l'Amérique et de l'influence de facteurs endogènes dans la définition et la mise en œuvre de ce qui semble constituer les principes directeurs d'une politique européenne inavouée des Etats-Unis en ce début de siècle.

\*\*\*\*\*

## **1- Le conflit bosniaque : « C'est l'heure de l'Europe, pas celle des Etats-unis » ?**

### ***11-l'ambiguïté de la position américaine.***

En 1991, rien, officiellement, ne laissait présager d'une intervention américaine en Bosnie. « C'est l'heure de l'Europe, pas celle des Etats-Unis », comme l'explique à l'époque Jacques Poos, chef de la mission de médiation envoyée par la communauté européenne lors du conflit entre la Yougoslavie et la Slovénie. Le président Bush ne dément pas cette assertion. Les premières attaques serbes contre les musulmans bosniaques ne semblent pas devoir, non plus, provoquer une intervention militaire de la part des USA.

Cependant, en 1995, la décision d'engager des frappes massives contre les positions serbes est prise, avec la participation majeure des Etats-Unis. Rappelons que le nouveau concept stratégique de l'Alliance stipule que « les Alliés pourraient être appelés à contribuer à la stabilité et à la paix dans le monde en fournissant des forces pour des missions des Nations unies ». C'est d'ailleurs par ce biais qu'a été mise en œuvre l'intervention américaine dans le conflit bosniaque.

A quoi est dû ce qui semble être un revirement de situation ?

### ***12- quelques considérations sur les origines du conflit.***

Un retour historique apparaît nécessaire pour saisir une partie du conflit bosniaque, et, par la même, l'origine des positions respectives des principaux acteurs européens et des Etats-Unis dans cette crise : le passé des peuples de l'Est comporte une dimension de cruauté, de brutalité, d'injustices, qui garde une dimension particulière inhérente à la compréhension des drames actuels, prolongation des faits qui ont marqué les deux guerres mondiales.

Pour comprendre cette guerre, il faut se rappeler la taille passée de la Yougoslavie, ce pays de 24 millions d'habitants, ses 600 kilomètres de côtes maritime, et l'ouverture dont elle bénéficiait potentiellement sur l'Europe occidentale par ses voisins, l'Italie et l'Autriche. Il faut aussi se remémorer ses faits de guerre et de

résistance à la percée turque, à Hitler, puis Staline, sa position pionnière au sein des pays non alignés. Miodrag Perisic, ministre yougoslave de l'information, parlait de « cette mosaïque de peuples et d'ethnies, (...), les yougoslaves, l'union des slaves du Sud ».

Puis, dix ans après la mort de Tito, cet Etat prometteur se morcelle brutalement par les déclarations successives d'indépendance de la Slovénie et de la Croatie, le 26 juin 1989, de la Macédoine le 15 septembre suivant, et de la Bosnie-Herzégovine en octobre de la même année. La Yougoslavie n'était plus alors qu'un « Etat-croupion », enclavé, qui conservait à peine un dixième de son accès à la mer, détaché de l'Europe du progrès. Les Serbes, peuple et Etat fédéral moteur de la Yougoslavie de l'après deuxième guerre mondiale, ne pouvaient se reconnaître sans séquelles politiques, culturelles et historiques dans cet immense chamboulement géographique et humain semblable à ceux qu'ils avaient déjà connus depuis près de dix siècles. Groupe ethnique le plus important, ils représentent en 1991 36,2% de la population, loin devant les croates qui en constituent 19,7%. Leur situation en Yougoslavie explique en partie leur rêve d'une Grande Serbie, dans la mesure où ils sont éclatés en trois Etats : la Serbie ( 87% de la population), la Bosnie ( 31,4%) et la Croatie ( 12,2%).

De plus, la crise économique et sociale qui sévit en Yougoslavie dans les années quatre-vingts apparaît à l'évidence de nature à favoriser les démagogues politiques de l'époque, dont Milosevic. Elle n'a, en corollaire, pas favorisé l'émergence d'une forme quelconque de société multiculturelle.

Soulignons aussi que l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie a directement mené à la guerre en Bosnie : en effet, les musulmans (43,7% de la population) ne voulaient pas rester dans un Etat fédéral dominé par les Serbes de manière écrasante après le départ des Croates et des Slovènes. Inversement, les Croates catholiques ( 17,3%) et les Serbes orthodoxes ( 31,4%) ne voulaient pas rester sous domination musulmane.

Enfin, la guerre en Bosnie, qui a été marquée par le nettoyage ethnique des Serbes, s'explique en partie par le fait que les Serbes sont majoritairement paysans, et qu'ils voulaient garder leurs terres. Les Musulmans étaient, au contraire, majoritairement des membres de l'élite croate ou serbe convertis à la religion musulmane par opportunisme.

C'est à partir de ces considérations initiales qu'il convient d'évoquer les prises de position des principaux acteurs européens dès le début du conflit, et d'en analyser les conséquences ou les causes induites sur les orientations de la politique étrangère américaine vers l'Europe.

## **2- le conflit bosniaque : « C'est l'heure de l'Europe, mais l'Europe n'est pas au rendez-vous. »**

### ***21- Un héritage lourd de contraintes.***

La décision officielle de l'Europe de fixer, comme préalable à un accord, la reconnaissance des frontières tracées par Tito, pose, aux yeux des Serbes, un problème de droit. Elles héritent du passé communiste de la Yougoslavie. Les Européens, eux, ne veulent pas modifier ces frontières intérieures. Alors que la Slovénie est un pays homogène sur le plan ethnique, la Croatie abrite une minorité serbe importante. La population serbe, elle, est éclatée entre Serbie, Croatie et Bosnie, du fait de l'histoire de la Yougoslavie ( les Serbes de Krajina) et de la politique de Tito, qui avait installé beaucoup de fonctionnaires serbes dans d'autres républiques.

Dans le même registre, l'usage du droit à l'autodétermination au profit des Slovènes, des Croates, ou des Macédoniens, n'a pas été reconnu aux Serbes, alors qu'ils sont le peuple le plus nombreux de la Yougoslavie. C'est le point de vue de Miodrag Perisic, personnage politique déjà évoqué plus haut. Maurice Duverger, dans une tribune libre du *Monde*, apporte son analyse d'ancien professeur de droit public. Pour lui, favoriser la désagrégation d'un bloc qui tentait de s'unir depuis plus d'un siècle reste une erreur majeure. En outre, la CEE de l'époque a, selon lui, étendu de manière illégale, en termes de droit international, aux frontières internes de la Yougoslavie fédérale le principe de l'intangibilité des frontières internationales.

En outre, la modification des frontières en fonction des groupes ethniques ( la meilleure solution pour Lord Owen), aurait eu les conséquences suivantes :

- La Croatie aurait été privée d'un accès commode à la côte dalmate, source d'importantes rentrées de devises grâce au tourisme.

- L'acceptation du compromis serbo-croate, sur lequel nous reviendrons plus loin, aurait provoqué la réduction de la Bosnie musulmane à la portion congrue.

Cela n'était pas acceptable pour la Turquie et l'Arabie Saoudite, qui avaient été des alliés irremplaçables pour les Etats-Unis pendant la guerre du Golfe.

Ajoutons à cette considération que les Etats européens n'avaient aucun doute quant à l'aggravation de la guerre civile et à son extension dans les Balkans en reconnaissant l'indépendance de la Bosnie Herzégovine, le 6 avril 1992. Radovan Karadzic et Milosevic avaient pourtant, à l'époque, en 1991, émis un avertissement clair en ce sens.

## ***22- circonscrire le conflit : l'anthologie des impossibilités nationales.***

221 : la position serbe.

Dès l'origine du conflit, la Serbie menace d'exporter la crise en Europe par de violentes réactions armées en cas d'intervention occidentale, tout en veillant à délocaliser la crise. « Si la guerre reste limitée à la Serbie, le monde entier s'en lavera les mains. Si nous l'exportons en Europe, ce ne sera pas la même chose ! » confirme un général membre de l'Etat-major serbe. Rappelons que les Américains avaient adressé un ultimatum à la Serbie le 6 janvier, provoquant ainsi la mise en alerte de son armée. Règne aussi la rumeur, à Genève, que des missiles serbes étaient pointés sur certaines capitales européennes proches, prêts à être tirés au besoin.

La Bosnie adopte la même démarche: le général Morillon, dès les premiers mois du conflit, déclare que « (...) la présidence bosniaque entretient ici des combats qui n'ont, et ils le savent, aucune chance d'aboutir mais qui ont le mérite d'attirer l'attention du monde ». Nous développerons plus précisément ce point plus loin.

222 : la position française.

En la matière, la position française est assez synthétiquement résumée par les propos de François Mitterrand, qui « (...) estime que le pire était sûr à partir du moment où l'on reconnaissait les indépendances sans négocier les frontières et sans protéger les minorités ». Selon lui, il est clair aussi que les Musulmans Bosniaques ont tout fait pour internationaliser ce conflit, encouragés par un Bill Clinton en campagne pour les élections présidentielles aux USA.

223 : les connivences bosno-serbes.

Ainsi, le rejet du plan Vance-Owen en juin 1993 prend un autre éclairage : le nouveau plan que Serbes et Croates proposent par la suite, sur la base d'un découpage de la Bosnie en trois Etats sur des critères ethniques, s'appuie sur des négociations secrètes qui duraient déjà depuis plus d'un an. Milosevic et Tudjman avaient en effet conclu un pacte de non-agression, non respecté dans les faits, ainsi qu'un plan de partage de la Bosnie. Dès le début du conflit en Bosnie, il était clair pour les deux parties que le partage de cette région était la seule issue possible, quitte à forcer la décision par la force. Tout le reste n'était que gesticulation à l'intention de la scène internationale.

224 : l'ambiguïté de la position allemande.

Il est opportun à ce stade de l'étude d'analyser la position allemande. Rappelons qu'elle reconnaît, la première, l'indépendance de la Croatie et de la Slovénie le 19 décembre 1991. Elle avait entrepris une action forte auprès de l'Europe des Douze afin que cette indépendance soit reconnue à ce niveau. Mais pour l'Europe, cette démarche s'inscrivait dans le cadre d'un règlement global de la crise, sachant très bien qu'une reconnaissance prématurée de certaines républiques yougoslaves pourrait provoquer une extension du conflit, notamment en Bosnie-Herzégovine. Perez de Cuellar s'en était ouvert par écrit à ce sujet auprès de la Communauté Européenne à cette époque.

Cependant, le gouvernement allemand a maintenu sa position, irritant de manière significative les américains. William Zimmerman, à l'époque ambassadeur des Etats-Unis à Belgrade, écrit avoir découvert par la suite que « Genscher, le ministre allemand des affaires étrangères, était en contact quotidien avec son homologue croate. Il encourageait les Croates à quitter la fédération et à déclarer leur indépendance, alors que nous étions tous en train de chercher une position commune. » De plus, le traité de Maastricht était en cours de négociation. Selon Susan Woodward, dans son livre « *Balkan tragedy* » la construction européenne a été la façade qui a caché le refus de régler le problème Yougoslave.

En effet, l'Allemagne de l'après-guerre froide, consciente que les moyens d'expansion ne sont plus exclusivement militaires, mais aussi économiques, politiques et culturels, est devenue très active à l'Est par ses banques et ses entreprises. En 1991, le tiers du commerce entre l'Europe de l'Ouest et de l'Est se fait par ce pays. Elle y est à cette époque le premier investisseur, notamment en Tchécoslovaquie, en Hongrie et en Pologne.

En outre, l'Europe de l'Est garde pour l'Allemagne un sens historique issu de l'ancien empire austro-hongrois, dans lequel l'Allemagne peut espérer promouvoir sa culture et ses valeurs. Enfin, et c'est la thèse du Général Pierre Gallois, l'Allemagne, par son mark, récompense ses anciens alliés Sloènes et Croates du temps du Reich, contrant ainsi l'ancien ennemi serbe, et tente d'influer sur la construction de la nouvelle Europe centrale naissante en dépit de la tentative de l'Europe de parler d'une même voix.

Ainsi, animée d'une telle impatience de réoccuper sa zone d'influence traditionnelle, l'Allemagne, malgré les mises en garde de ses partenaires européens, exprimées officiellement, mais non publiquement, pour éviter de dévoiler brutalement un désaccord entre Bonn et les autres capitales européennes, a reconnu l'indépendance de la Croatie et de la Slovénie en connaissant parfaitement les risques qu'elle faisait encourir à la communauté européenne. Elle porte ainsi une lourde responsabilité dans ce conflit.

## 225- La puissance souterraine du Vatican.

Se pose aussi la question de l'existence d'une éventuelle alliance entre l'Allemagne et le Vatican dans le jeu des forces en présence dans le pilotage du conflit Bosniaque. L'Eglise catholique allemande est l'une des plus riches du monde, du fait du reversement aux Länder par l'Etat de 8 à 10 % des impôts aux Eglises indiquées sur les feuilles de déclaration de revenu des citoyens allemands. Le soutien de l'épiscopat allemand à Jean-Paul II semble en outre solide, dès son aspiration à la nonciature. Rappelons aussi que le Vatican, seul avec l'Allemagne et contre, nous l'avons vu, l'avis des autres pays européens, a reconnu l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie en décembre 1991, chose qui lui fut vivement reprochée par le chef de l'Eglise orthodoxe de Serbie, peu après cette action, l'accusant d'attiser les braises du conflit et lui rappelant les complicités passées du Clergé catholique avec le régime nazi croate d'Ante Pavelic. L'épiscopat de Bavière semble donc avoir joué un rôle déterminant en la matière. C'est la thèse mise en avant par Susan Woodward, dans son livre cité plus haut : « (...) The Vatican openly lobbied for the independence of the two predominantly Roman catholic republics with decisive influence through episcopal conferences on the Bavarian wing of the ruling German party the CSU, and hence on Kohl's CDU. ».

Le rôle politique du Vatican et sa capacité d'influence sont mal connus. Christine de Montcloz évoque ces facteurs dans son livre « *le Vatican et l'éclatement de la Yougoslavie* ». Il méritent quelques commentaires, de nature à expliquer certaines composantes de la position américaine: la géopolitique du Vatican s'inscrit sur un terme dont l'échelle des temps est considérable. Dans les années soixante-dix, elle opéra une influence déterminante, connue de nos jours, sur l'évolution du Portugal et de l'Espagne lors de leur passage de la dictature à la démocratie en veillant efficacement au maintien de la ligne d'évolution des gouvernements de ces deux pays. Pour le Pape, en effet, la lutte contre toutes les formes de totalitarisme est fondamentale et s'inscrit dans son combat plus global contre le mouvement européen de laïcité accouché du siècle des Lumières. La reprise de l'évangélisation de l'Europe passe ainsi selon lui par une « désoccidentalisation de l'Eglise » : en l'absence de dessein ferme des démocraties, la reprise de l'Evangelisation de l'Europe ne peut se réaliser que par les Eglises de l'Est, qui, seules, possèdent encore une capacité messianique potentielle.

Le soutien conjoint, en 1982, de Ronald Reagan et de Jean-Paul II au syndicat Solidarnosc est alors à considérer d'un œil critique, dans le cadre d'une volonté commune de déstabilisation du bloc communiste à partir de la Pologne. Plusieurs rencontres ont ainsi lieu entre Lech Walesa et le Pape à cette époque. Pour le Vatican, les conséquences du siècle des Lumières, la croyance affirmée en la raison et au matérialisme ont provoqué la perte du giron catholique de la France, de l'Italie et de l'Espagne, dont les capacités d'évangélisation sont désormais considérées comme inexistantes. Face au danger islamique des terres du Sud, seules l'Europe de l'Est et du Nord constituent encore des terres de conquête. Il faut donc s'efforcer d'y combattre le communisme et la puissance de l'Eglise orthodoxe afin, ensuite, d'ouvrir à la modernité chrétienne du troisième millénaire les nouvelles sociétés conquises.

Ce but est déjà poursuivi depuis le début des années soixante, et de nombreux transferts de fonds importants avaient transité vers les pays de l'Est, grâce à des complicités nationales diverses. Ils s'élèvent ainsi à 12 millions de dollars en 1986.

Cette action prend place d'ailleurs dans un mouvement plus général de soutien financier du Vatican à d'autres organisations telles que l'IRA ou de groupuscules latino-américains s'inscrivant dans la logique de positionnement du Saint-siège, comme le souligne Jacques Merlino dans son livre « *les vérités yougoslaves ne sont pas toutes bonnes à dire* ».

#### 226- les arcanes de l'embargo.

Ajoutons à cette action le rôle que ces deux Etats jouent dans la violation de l'embargo sur les armes envers la Bosnie et la Croatie : Rappelons avant tout que le 25 Septembre 1991, le conseil de sécurité des Nations unies, par sa résolution 713, interdit toute vente d'armes à un ancien pays de la Yougoslavie quel qu'il soit. Il ressort de l'analyse de plusieurs documents en la possession du journaliste Jacques Merlino que cet embargo a été violé par plusieurs pays européens tels que l'Allemagne, l'Italie, la Grande-Bretagne et la Suisse.

Un trafic d'armes est ainsi entrepris au bénéfice de la Croatie et de la Bosnie. Il est fondé sur l'achat par les gouvernements de ces deux pays de faux « End User Certificate », document qui indique le pays acheteur, pièce administrative

indispensable à l'entreprise qui veut vendre des armes. Comme l'indique Jacques Merlino, ces certificats ont été procurés pour des coûts de plusieurs dizaines de milliers de dollars, permettant de passer commande de centaines de milliers de fusils d'assaut ou de pistolets-mitrailleurs, de dizaines de milliers de mortiers ou de lance-roquettes anti-chars.

Le rôle central de la Dresdner Bank allemande dans ce trafic est aussi démontré par ce journaliste. D'ailleurs, un mémorandum du gouvernement serbe de Belgrade adressé aux Nations-unies en Novembre 1991 dénonce ces trafics et démontre que des armes proviennent d'Autriche, d'Allemagne, de Hongrie, ou de Suisse, au bénéfice des gouvernements bosniaque et croate. Il prouve aussi la participation de la Banque du Vatican, qui consacre près de deux millions de dollars à l'achat d'armes à Beyrouth au bénéfice de la Croatie.

227- la position russe.

Qu'en est-il aussi de la position du grand voisin russe ?

Penchons-nous sur sa situation géopolitique et sur l'ambivalence des positions prises par ses dirigeants à l'époque dans ce conflit. Nous obtiendrons alors quelques clés supplémentaires utiles à la compréhension des orientations de la politique étrangère américaine en la matière :

A l'étude d'une carte de l'Europe, la Serbie se trouve en fin de compte aux portes de la Russie. Pour Vladimir Feodorowski, ancien conseiller à l'ambassade d'URSS à Paris, il est clair que le sort de Moscou est lié pour une grande part à celui de la Yougoslavie. Pour lui, une intervention occidentale contre la Serbie aurait signifié le renversement d'Eltsine et la prise du pouvoir par les nationalistes les plus extrêmes. D'ailleurs, la Banque Karic verse d'importants subsides à l'Eglise orthodoxe russe afin d'aviver le nationalisme russe et d'exalter les liens russo-serbes, pour inciter le pouvoir russe à faire contrepoids aux éventuelles volontés interventionnistes américaines.

De plus, les humiliations de l'expérience afghane restent vives, d'où la phrase catégorique de Youri Roubinki, numéro deux à l'ambassade de Russie à Paris en 1993 : « S'il y a intervention occidentale, nous ne bougerons pas ». La Russie craint un deuxième Afghanistan.

Cependant, pour ce diplomate, l'usage éventuel de la force n'apporterait pas de réelle solution au conflit. Selon lui, le gouvernement bosniaque n'est qu'une virtualité, il n'est que l'apparence d'une démocratie et ne figure pas un interlocuteur crédible et viable au sein d'une quelconque négociation.

La Russie garde cependant le souci omniprésent d'éviter toute extension du conflit au Kosovo et à la Macédoine, faute de quoi la situation deviendrait incontrôlable pour l'Europe toute entière.

Le discours officiel de la Russie est donc clair : l'heure doit être aux négociations, la Russie n'ira pas à la rescousse de ses voisins slaves en cas d'attaque de l'alliance, et, enfin, le risque d'extension incontrôlable du conflit concerne tous les acteurs européens.

Cette prise de position s'adresse en particulier au gouvernement américain : En 1993, le président Clinton vient de prendre ses fonctions. Son opinion quant à la position à arrêter sur la question yougoslave n'est pas encore tranchée. Poussé à une intervention militaire par une partie du Congrès, il apparaît en outre comme le détenteur de l'héritage politique de son prédécesseur, Bush, en particulier pour ce qui concerne la politique étrangère des Etats-Unis. Ainsi, l'intervention en Somalie est encore dans les mémoires, en particulier dans celle des Républicains, qui ne manqueraient pas d'attaquer le nouveau Président sur son manque d'ardeur à maintenir les USA à sa place de grand architecte du nouvel ordre mondial en cours de construction si l'occasion leur en était donnée par une défaillance du parti démocrate.

Après avoir chassé les Irakiens du Koweït, volé au secours de la Somalie, l'Amérique, désormais dirigée par Bill Clinton se doit donc bien d'intervenir en Yougoslavie. Cet argument, ancré en particulier au sein de la classe moyenne américaine, en cohérence avec les valeurs patriotiques, voire messianiques qui y prévalent, présente ainsi une acuité sensible dont le nouveau Président doit tenir compte en termes de politique étrangère.

Son hésitation à décider d'une intervention est cependant compréhensible : l'histoire de la Yougoslavie, où le Reich allemand a connu la déroute, n'incite pas à entreprendre de nouvelles actions militaires très risquées dans ce qui présente de fortes probabilités de constituer un nouveau borbier dans lequel seraient envoyés les soldats américains. De plus, Clinton fixe sa priorité sur le redressement de l'économie nationale. Enfin, il affronte l'opposition de Colin Powell.

Cette hésitation est bien comprise par la Russie, qui peut donc, sans risque politique significatif, se permettre de tenir sur la scène internationale ce discours tout à la fois abstentionniste et alarmiste.

Membres permanents du Conseil de sécurité à l'ONU, les Russes sont ainsi prêts à faire usage de leur droit de veto en cas de vote sur une éventuelle résolution d'emploi de la force dans ce conflit. Toute l'ambiguïté de cette position tient cependant dans le fait que cette démarche reste pourtant favorable à la présidence américaine. En effet, en cas de veto, l'Amérique de Clinton, dédouanée, aurait beau jeu d'annoncer que malgré sa détermination à intervenir, la Russie, elle, a bloqué le processus de décision à l'ONU. Ainsi, finalement, un veto russe conviendrait tout à fait à Bill Clinton.

Pendant de cette volonté affichée de non interventionnisme, le président russe Eltsine reste aussi la cible de tous les nationalistes extrémistes, qui, eux, poussent à l'intervention de la Russie au nom de la défense des intérêts slaves du peuple frère que constitue la Serbie. Rappelons qu'en mai 1992, l'ONU vote l'embargo contre la nouvelle république fédérale de Yougoslavie, donc contre la Serbie, et que la Russie prend part à ce vote. Sa décision relève de la même logique : à l'époque, avant l'adoption des sanctions, Youri Vorontsov, ambassadeur russe à l'ONU, exprime dans les milieux autorisés sa volonté de suivre la position américaine : devant l'hostilité que suscite Milosevic dans l'opinion publique internationale, il estime important que la Russie ne soit pas identifiée au dirigeant serbe, et, corrélativement, qu'elle n'entre pas en conflit sur ce point avec les pays occidentaux, et les USA en particulier. Pour lui, un vote en faveur de l'embargo n'était pas à interpréter comme l'obligation faite à la Russie de couper définitivement ses liens avec la Serbie.

Le conflit bosniaque revêt ainsi pour une part la forme contemporaine d'antagonismes religieux européens ancestraux. Les mouvements endogènes verrouillés par cinquante ans de communisme reprennent vie dans une Europe en quête d'un retour à une homogénéité politique, économique, religieuse, qui n'est encore ni définie, ni encore atteinte.

Il n'en reste pas moins que l'Europe s'avère aussi redessinée par des volontés extérieures. Centrées sur la Bosnie, elles posent le problème de l'existence d'appuis

exogènes à l'implantation d'une verrue musulmane en Europe et mettent en exergue l'ambiguïté de la politique américaine en ce domaine.

\*\*\*\*\*

### **3- Le conflit bosniaque : « C'est l'heure des Américains, pas celle de l'Europe ».**

Le souvenir de l'action américaine en Afghanistan constitue un facteur majeur dans l'orientation de la politique étrangère des Etats-Unis vers la Bosnie, au moins pour ce qui concerne sa dimension déclaratoire :

#### ***31-L'Islam en Europe : une fausse crainte américaine ?***

En effet, en premier lieu, il semble que les Américains craignent de « préparer le terrain aux islamistes » en intervenant en Bosnie. C'est le discours que tient Youssef Bodansky, directeur du « Task force on Terrorism and Unconventional Warfare-House Republican Research Committee » en avril 1993, un an après la reconnaissance de la Bosnie-Herzégovine par l'Union Européenne. L'Amérique, soucieuse de l'équilibre des forces en Europe, s'inquiète plutôt des tentatives d'implantation de l'Iran.

311- une connaissance argumentée de la situation.

Rappelons que dès les premiers mois du conflit yougoslave, le croisement des informations collectées sur place par les journalistes occidentaux permet de conclure à la présence de combattants islamistes venus d'Iran, mais aussi du Pakistan, du Liban, d'Afghanistan. Des moudjahidin ont même été vus sur place. Dès les années quatre-vingts, les liens entre Sarajevo et Téhéran s'étaient resserrés, permettant ainsi, par exemple, d'envoyer en formation islamique en Iran et au Moyen-Orient en général plus de deux cents jeunes Bosniaques.

L'administration américaine, et tout spécialement l'exécutif, possèdent dès le premier septembre 1992 de nombreuses informations argumentées la renseignant contre une présence islamique significative en Bosnie. Ainsi, comme l'explique Jacques Merlino dans son livre déjà évoqué, l'un des rapports initiés par la «Task force on Terrorism and Unconventional Warfare-House Republican Research Committee» déjà citée explique clairement que « (...) le conflit en Bosnie Herzégovine a pour l'Europe des implications qui vont bien au-delà d'une tragédie humaine (...). Il devient un champ de bataille pour le futur et une opportunité pour la communauté islamique en Europe qui est en train de monter en puissance. Ce facteur met en exergue l'importance et la nature de l'aide apportée par diverses puissances extérieures, coordonnées par l'Iran, aux autorités musulmanes locales. Teheran et ses alliés sont donc en train de se servir des combats en Bosnie-Herzégovine comme d'un tremplin pour mener une djihad en Europe.

Ainsi, le type de lutte armée menée par les musulmans de Bosnie-Herzégovine contre les Serbes et les Croates, et aussi contre leurs propres frères a été défini autant d'après les « besoins » du monde musulman que par les contingences de la situation locale. (...) Les Musulmans de Bosnie-Herzégovine sont depuis longtemps considérés par le pouvoir islamique au Moyen-Orient comme un vecteur de l'expansion de l'influence islamique en Europe. De plus, la politique pro-arabe du gouvernement Tito depuis les années soixante a permis par la suite d'asseoir la situation des Musulmans, dans la mesure où elle a permis à des mouvements arabes radicaux de mener une propagande efficace en Yougoslavie. Elle a même toléré, pendant les années soixante-dix, le recrutement de volontaires qui ont rejoint des organisations terroristes palestiniennes comme l'OLP.

La Yougoslavie a aussi fourni une assistance militaire importante au monde arabe et de nombreux experts et techniciens, dont beaucoup étaient musulmans, ont passé beaucoup de temps au Moyen Orient (...) »

L'exécutif américain est donc convaincu d'un réel danger d'implantation islamique à Sarajevo, tout en assurant que le traitement du problème relève exclusivement d'une responsabilité européenne. En effet, il garde en mémoire le soutien et l'armement apporté aux moudjahidin afghans dans leur lutte contre l'envahisseur soviétique et le constat d'échec de cette opération vu les affrontements qui continuent de déchirer un Afghanistan où s'opposent divers mouvements islamistes tous plus radicaux les uns que les autres.

En outre, la position officielle bosniaque est aussi claire que radicale en ce domaine : Itzebegovic, dans sa « *déclaration islamique* », affirme que « (...) le mouvement islamique doit et peut prendre le pouvoir dès qu'il a la force numérique et morale pour le faire, pas seulement pour détruire le pouvoir non-islamique mais pour construire un nouveau pouvoir islamique. (...) Il ne peut y avoir de paix ou de coexistence entre la foi islamique et la foi non islamique. » Ajoutons aussi qu'ltzebegovic s'est rendu à Téhéran en mai 1991, peu avant la déclaration d'indépendance de la Bosnie-Herzégovine, effectuée le 15 octobre de la même année.

312- Une volonté abstentionniste unanimement partagée.

L'existence de liens entre Sarajevo et Téhéran est donc prouvée. D'ailleurs, un autre rapport signé de Youssef Bodansky, déjà cité plus haut, à l'intention de Washington traite de ce problème en évoquant la pénétration iranienne en Bosnie. Ces liens viennent à l'appui des tentatives du dirigeant bosniaque d'étendre le conflit à l'Europe, déjà évoquées plus haut. Ainsi, dans cette optique, en Mai 1992, quelques jours avant la décision d'embargo contre la Serbie et le Montenegro, un Groupe Spécial des Forces Musulmanes Bosniaques a été créé. Constitué d'activistes entraînés, il avait pour mission d'entreprendre toutes sortes de provocations afin de créer les conditions d'une intervention inévitable des forces occidentales en général et américaines en particulier. Par exemple, selon ce responsable, en juin 1992, un groupe de Musulmans en uniforme serbe qui se

préparaient à attaquer un secteur musulman a été fait prisonnier par des militaires eux-mêmes serbes.

En outre, certains rapports de l'ONU démontrent que ce groupe spécial a organisé une série d'événements clés destinés à choquer l'opinion internationale et faire ainsi basculer celle-ci en faveur des dirigeants et de la cause musulmane. Ainsi, ce groupe d'activistes est convaincu d'avoir monté diverses opérations telles que le meurtre, le 13 août 1992, de David Kaplan, de la chaîne ABC, ou le bombardement lors de la visite de Douglas Hurd à Sarajevo le 17 juillet de la même année.

Cependant, au moins jusqu'en 1993, année de l'arrivée de Bill Clinton au pouvoir, les déclarations des politiques américains convergent vers une volonté de s'abstenir d'intervenir militairement en Bosnie au prétexte de l'échec du soutien américain aux moudjahidin afghans : « (...) Les Etats-Unis ne viendront jamais au secours des musulmans de Sarajevo », comme l'affirme en Avril 1993 Youssef Bodansky, déjà cité plus haut, même si les avis restent partagés au Congrès à ce sujet.

### ***32-les tournants de la politique américaine envers la Bosnie.***

321-les années 89-91.

La politique des Etats-Unis envers la Bosnie connaît en fait une inflexion née dans les années 1989-91 : en effet, dès la rupture de Tito avec l'URSS, la Yougoslavie fait l'objet de toutes les sollicitudes américaines : voulant éviter l'accès de la flotte soviétique à l'Adriatique et empêcher une éventuelle prise à revers de la frontière autrichienne, les USA ont été peu regardant sur l'absence de démocratie et ses conséquences induites dans ce pays, notamment l'aide indirecte qu'elle apporte à l'URSS en lui permettant l'utilisation de ses infrastructures portuaires ou de son espace aérien en cas de besoin, ou l'action qu'elle mène contre les USA en se présentant comme fédérateur des mouvements tiers-mondistes ou non-alignés.

Cependant, à la fin de la guerre froide, le contexte politique change : Warren Zimmermann, ambassadeur américain à Belgrade en 1989, annonce sans ambiguïté que la Yougoslavie n'est plus au centre des préoccupations américaines.

Les USA sont davantage préoccupés par la réunification de l'Allemagne et son maintien dans l'OTAN.

Le gouvernement américain réagit ainsi assez mollement lors de l'éclatement de la Yougoslavie. En 1991, James Baker, en visite à Belgrade, n'adopte pas d'attitude franchement arrêtée.

Les raisons évoquées par les USA pour justifier une absence de volonté d'intervention dans le conflit bosniaque semblent donc situées exclusivement sur le registre de la crainte d'un nouvel enlèvement semblable à celui de l'Afghanistan dans les années 1990. Le niveau de l'argument avancé semble pourtant bien faible vu la précision des renseignements détenus par Washington quant à la face cachée des événements sur place, dont, en particulier, l'évidence constatée des tentatives de pénétration iranienne en Bosnie, déjà évoquées plus haut.

La position déclaratoire américaine d'une crainte d'un éventuel danger musulman en Europe s'avère ainsi largement battue en brèche par l'hypothèse très vraisemblable du soutien de l'administration américaine au régime musulman bosniaque d'Itzebegovic. Washington a très bien cerné les tentatives de ce dirigeant de s'appuyer simultanément sur les trois grandes puissances musulmanes régionales que sont la Turquie, l'Arabie Saoudite et l'Iran, et pour qui la Bosnie représente un enjeu de puissance et d'influence en Europe. En effet, dès juillet 91, et alors même que la Bosnie n'est pas encore indépendante, Itzebegovic sollicite le soutien de Turgut Ozal lors d'une visite sur place. Washington sait aussi que l'appui turc à la formation des soldats de l'armée bosniaque lui est proposé en Novembre de la même année. De même, en Janvier 1992, Itzebegovic obtient l'assurance du soutien de la Turquie lors de la future proclamation d'indépendance de la Bosnie en Février 1992. Les dirigeants américains ne méconnaissent pas non plus les voyages successifs d'Itzebegovic en Arabie Saoudite, en mars 1992, ou en Iran en octobre suivant, ni les déplacements de son ministre des affaires étrangères, Harris Siladjic, en Iran et au Pakistan, en Août 1992. Soulignons aussi le déplacement du Président bosniaque à Dakar, en janvier 93, pour y participer à la Conférence Islamique, en plein déroulement des négociations du plan Vance-Owen à Genève. Il semble bien que Washington, à défaut de soutenir officiellement itzebegovic, s'abstienne pour le moins d'entraver les démarches du dirigeant bosniaque.

Les Etats Unis paraissent donc avoir adopté une politique effectivement favorable par défaut envers les principaux acteurs étatiques musulmans, même s'ils déclarent en reconnaître les limites, au nom d'une dette de reconnaissance au soutien que ces pays leur ont apporté de diverses manières lors de l'intervention américaine dans la guerre du Golfe. La Turquie et l'Arabie Saoudite sont essentiellement concernées. En effet, non seulement la Turquie permet le contrôle stratégique des détroits, mais sa population comporte un nombre non négligeable de familles issues de musulmans bosniaques qui ont fui leur pays lors de l'occupation de l'Autriche-Hongrie après les accords du Congrès de Berlin. Rappelons aussi que, lors du conflit dans le Golfe, la Turquie a apporté un soutien sans faille à la coalition, en particulier en coupant rapidement le pipe-line irakien, mesure qui occasionne à ce pays la perte en quelques semaines de quatre milliards de dollars. Ainsi, à la fin de l'administration Bush, les Etats du Golfe font pression sur le gouvernement américain pour qu'il intervienne en faveur des musulmans de Yougoslavie.

Certes, l'hypothèse et les faits développés permettent de justifier malgré tout la nécessité pour les USA de s'abstenir d'intervenir directement dans le conflit bosniaque, en fixant cette condition comme limite à cette politique de soutien indirect. Elle reste donc en cohérence avec la politique déclaratoire dont le contenu a été développé plus haut. Le postulat d'un soutien américain à l'instauration d'une entité politique nationale musulmane en Europe garde cependant toute sa crédibilité, étayée par l'ambiguïté créée par le décalage entre le discours officiel américain et la réalité des faits.

En outre, il apparaît très vraisemblable que les Américains, décidés à ériger la Turquie en pôle stabilisateur du Proche Orient, soient, en corollaire, enclins à une certaine indulgence politique envers Sarajevo, élément d'information qui ne peut que renforcer la crédibilité de l'hypothèse avancée.

### 322-Le deuxième tournant de la politique américaine.

Enfin , après le tournant de 1989-1991, la politique étrangère américaine semble connaître une deuxième inflexion en 1992, peu avant l'arrivée de Bill Clinton à la Maison-Blanche.

En effet, après avoir déclaré qu'ils n'étaient pas favorables au morcellement de la Yougoslavie et fait connaître aux Européens qu'ils étaient responsables du règlement de la crise yougoslave, les Américains font pression pour que l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine soit reconnue. Selon Susan Woodward, les USA veulent à cette époque contenir l'influence allemande dans les Balkans. Parallèlement, comme nous l'avons vu plus haut en détaillant la position russe, des motifs humanitaires poussent le Congrès et Clinton lors de sa campagne électorale à intervenir en Bosnie pour faire cesser les violations des droits de l'Homme.

Cependant, une fois au pouvoir, Bill Clinton n'entreprend rien de significatif, malgré les demandes du Congrès de lever l'embargo sur les armes, pour favoriser les Musulmans, ou d'engager des frappes aériennes en territoire serbe. Seule a lieu une opération de parachutage de vivres qui apparaît purement anecdotique. Il semble en effet que les conseillers du Président soient divisés quant à l'opportunité des mesures à prendre. En particulier, Colin Powell et Warren Christopher s'opposent à Gore et Albright.

Deux éléments débloquent alors la situation, en faveur des Musulmans de Bosnie :

- L'accord de Washington, du 1<sup>er</sup> mars 1994, entre les Croates et les Musulmans. Piloté par le gouvernement américain, il permet de faire passer clandestinement des armes et de faire entraîner les Croates par des officiers américains du cadre de réserve. C'est ce que déclarent Laura Silber et Allan Little dans leur livre « *The death of Yugoslavia* ».

- L'arrivée de Richard Holbrooke au Département d'Etat, où il assume les fonctions d'Assistant Secretary pour les affaires Canadiennes et Européennes. Sa mission en Yougoslavie pendant l'été 1995 est contemporaine du bombardement des positions serbes de Bosnie et des accords de Dayton.

### **33- Le rôle particulier des média en faveur des vues américaines.**

Les media ont, eux aussi, joué un rôle fondamental dans le déroulement de la crise bosniaque, à un double titre.

Ils ont, en premier lieu, rempli leur rôle de vecteurs d'information autonomes, en quête de sensationnel à dispenser en temps réel au plus grand nombre de spectateurs de la planète, au risque établi de transmettre nombre de données tronquées, non vérifiées, ou à celui d'être manipulés par l'une ou plusieurs des parties prenantes au conflit. Lieu commun de la défaillance structurelle des media, en particulier télévisuels, dans leur capacité à élaborer et transmettre une information autocontrôlée dans sa crédibilité, l'analyse de ce niveau d'action mérite néanmoins quelques développements de nature à apporter un éclairage particulier au déroulement de certains événements du conflit.

En second lieu, il conviendra d'évaluer l'importance de la fonction qu'ils ont remplie comme outil au service du gouvernement et des représentants de la nation américaine afin de légitimer et de servir les vues et les objectifs des USA dans ce conflit, notamment au bénéfice de Sarajevo et au détriment de Belgrade.

### 331- L'exploitation des défaillances d'un système d'information.

Au chapitre des défaillances des media figure au premier plan le triste épisode du bombardement de Sarajevo le 27 mai 1995, qui occasionna la mort d'une vingtaine de personnes faisant la queue devant une boulangerie. Les images de l'événement avaient été transmises par une équipe de télévision bosniaque présente sur les lieux. Leur caractère atroce avait participé à la décision du conseil de sécurité de l'ONU de voter deux jours plus tard l'embargo contre la Serbie. Les Serbes ont toujours affirmé que ce bombardement était en fait une provocation musulmane. Un rapport commandé par l'ONU et rédigé par le commandant de la FORPRONU en aurait même fourni la preuve. Cet événement pose la question de l'honnêteté intellectuelle d'Holbrooke ou de son ignorance des faits lorsqu'il commente l'explosion de la bombe. Le livre du Commandant FRANCHET, « *Casque bleu pour rien. Ce que j'ai vraiment vu en Bosnie.* » est révélateur en la matière.

Cependant, abstraction faite de cette manipulation, point qui sera développé plus bas, il n'en reste pas moins que le rapport de la réalité des faits à Sarajevo a été desservi par certaines lacunes inhérentes au fonctionnement des

media, en particulier pour ce qui concerne la télévision. Jacques Merlino affirme même « (...) qu'il s'est agi là du plus formidable piège médiatique de l'histoire audiovisuelle » . Le faux charnier de Timisoara n'était déjà pourtant pas si mal monté...

En effet, à Sarajevo, les moyens techniques mis en place par l'Union européenne de radio-télé-diffusion (UER) ne sont mis en place que très tardivement. Rappelons que cet organisme européen installe, lorsque la demande atteint une certaine importance, les installations nécessaires de diffusion de reportages par satellites et de montage vidéo au bénéfice des équipes de télévision déplacées sur l'événement. Elles permettent aux reporters de faire diffuser au sein de leurs rédactions respectives les images tournées une à deux heures auparavant. Les délais de transmission, sans ces moyens particuliers, atteindraient un ordre de grandeur de un à deux jours en utilisant les infrastructures locales.

La décision d'implanter des moyens de l'UER sur le théâtre d'un événement d'une ampleur forcément significative présente ainsi un aspect politique indéniable. Or ces installations ne sont mises en place à Sarajevo qu'en juillet 1992, occultant ainsi dans la presse télévisuelle le début de la guerre en Bosnie du fait des difficultés de déplacement et de travail des journalistes sur place. Une fois ces moyens en place, les équipes de télévision arrivèrent en nombre, dans un conflit en cours, subissant les bombardements locaux comme les habitants victimes des obus serbes. Les réels dangers physiques et les difficultés de déplacement autour de Sarajevo du fait des barrages de toutes origines ( croates, musulmans, serbes) interdisent à ceux des journalistes qui tentent de donner une image la plus objective possible du conflit de proposer des tournages autres que de Sarajevo, en renvoyant finalement l'unique image d'une ville assiégée symbole de la défense de valeurs universelles et de résistance à l'oppression. De fait, les informations collationnées par les journalistes sur place concernant, par exemple, la prostitution organisée par des Musulmans de femmes serbes en pleine période de polémique sur les viols commis à grande échelle par les Serbes, n'ont jamais fait pu faire l'objet de tournages. Il en est de même de la présence à Sarajevo de combattants islamiques du Moyen Orient. Enfin, aucune image n'a pu non plus être transmise concernant les camps serbes, tenus par les Croates et les Musulmans, et dont l'existence était pourtant certaine.

Ainsi, même si aucun journaliste déplacé à Sarajevo n'a pu avoir de doutes sur certaines provocations Croates destinées à pousser les forces occidentales

et américaines en particulier à intervenir dans le conflit, aucun reportage n'a été tourné à l'appui de ces réalités.

Dans ce cadre, rappelons aussi l'action particulièrement néfaste de l'agence privée américaine WTN qui, sur la seule foi d'informations transmises par un mercenaire britannique, Lofthouse, à la solde des Musulmans Bosniaques, participe à la naissance de l'histoire des camps de concentration tenus par les Serbes de Bosnie. En effet, c'est sur la seule base de témoignages non recoupés de deux survivants hypothétiques de ces camps que des dépêches d'agence et des articles plusieurs fois repris ont été transmis au monde entier en été 92, accréditant la thèse de « l'existence de nouveaux Auschwitz en Bosnie » développée par exemple par le journal *Newsday* en Août 1992. Au demeurant, Boutros Boutros-Ghali, secrétaire général de l'ONU à l'époque, déclare détenir très peu d'informations à ce sujet. De même, le gouvernement américain, s'il est certain de l'existence de camps de détention de prisonniers, n'est pas en mesure de confirmer celle de camps de concentration tels qu'ils avaient été évoqués par WTN.

Vivant de l'achat de ses images mises à la disposition du monde entier, cette agence avait été en effet la première à envoyer une équipe de tournage sur place, le 8 Août 1992. Accréditée officiellement par le gouvernement serbe pour effectuer un reportage au camp de prisonniers de Manjanca, elle est accompagnée sur les lieux par le ministre serbe de l'information. Les images tournées sur place, volontairement fortes et orientées vers la dureté de ces camps, destinées dans un but mercantile à une opinion publique internationale déjà critique à l'égard des serbes, sont alors utilisées par toutes les télévisions du monde, sans aucun recul. Même si d'autres équipes réalisent et transmettent des reportages plus conformes à la réalité, comme ce fut le cas pour la télévision portugaise, le mythe des camps de concentration prend naissance. Il se répand aussi rapidement qu'irréremédiablement.

Dans le même ordre d'idée, évoquons aussi l'épisode de « l'attentat à la bombe contre l'ambassade américaine à Belgrade », le 3 mars 1993. C'était la première fois qu'un attentat contre une représentation américaine avait lieu dans la capitale yougoslave. Il ne s'agissait en fait que d'une grenade lancée de l'extérieur, sur la voie publique, par n'importe quel jeune excité local. L'affaire est pourtant montée en épingle de telle manière qu'elle fit la une de *Sky News Channel* le jour même, touchant des millions de téléspectateurs, américains et autres, contribuant à

brouiller les cartes de la compréhension des tenants et aboutissants d'un conflit déjà complexe.

Ces exemples mettent en évidence, outre la faiblesse structurelle du système désormais mondial de l'information, la capacité non contrôlée de nuisance qu'il possède dans la mise sous influence de l'opinion publique internationale et de ses capacités analytiques lors du déroulement d'un conflit.

Le rôle des journaux, télévisuels en particulier, est à mettre plus particulièrement en exergue pour ce qui concerne les Etats-Unis. En effet, leur influence sur l'opinion publique n'est pas seulement la conséquence d'un défaut systémique, mais aussi le résultat d'une action conduite par certains media en liaison avec le plus haut niveau de l'Etat américain et d'autres gouvernements nationaux en vue d'apporter le discrédit politique de la cause serbe sur la scène internationale.

332- un outil au service de la politique étrangère américaine.

Nous avons abordé plus haut les conditions politiques dans lesquelles Bill Clinton a pris les rênes de l'exécutif américain au début de son mandat, et, en particulier, la nature de l'héritage interventionniste que son prédécesseur lui avait légué avec les épisodes de la Somalie et de l'Irak. Comprenant la nécessité de définir en la matière, vis-à-vis de la Yougoslavie, une politique aussi ferme, en particulier pour satisfaire l'électorat de la classe moyenne très patriote, il ne méconnaît pas la nécessité de disposer d'un fort relais médiatique au service de sa politique. L'opinion publique, émue par les images télévisées du conflit, n'est cependant pas encore prête à l'époque à accepter le déploiement des « boys » sur le terrain.

Evoquons par exemple la médiatisation des parachutages de vivres sur l'Est de la Bosnie le 1er Mars 1993. Des avions américains larguent une vingtaine de tonnes de nourriture, alors que chaque jour des centaines d'autres tonnes sont acheminées par voie routière par des convois de l'ONU.

Plus significatif, il apparaît qu'une véritable manœuvre médiatique destinée à discréditer la Serbie a été montée principalement par les Etats-Unis, mais aussi la Croatie et la Bosnie-Herzégovine. La firme « Ruder Finn Global Public Affairs » apparaît en première ligne. Son directeur, James Harff, au siège de la société à Washington, explique à Jacques Merlino l'action réalisée par son entreprise : durant dix-huit mois, par périodes successives, il a travaillé au bénéfice des trois

gouvernements évoqués, ainsi que pour l'opposition parlementaire du Kosovo : pour la Croatie, d'août 1991 à juin 1992, pour la Bosnie-Hezégovine de Mai 1992 à Décembre de la même année.

Les succès remportés par la firme, outre l'excellente image de marque qu'elle a gagnée, lui permettent de tirer avantage en développant avec ces pays de nombreux accords commerciaux et donc de substantiels profits. Son métier est de faire circuler une information précise, le plus vite possible, vers des récepteurs sélectionnés tels qu'hommes politiques, journalistes, représentants d'associations humanitaires ou universitaires, au service d'une cause déterminée.

« (...) dès qu'une information est bonne pour nous, nous nous devons de l'ancrer tout de suite dans l'opinion publique. Car nous savons parfaitement que c'est la première affirmation qui compte. Les démentis n'ont aucune importance (...). »

De Juin à Septembre 1993, trente entretiens avec les principaux groupes de presse internationaux sont ainsi organisés par James Harff. Treize informations exclusives sont diffusées, ainsi qu'une quarantaine de fax de dernière minute, une vingtaine de lettres et de rapports.. Il organise aussi « (...) des rencontres entre des officiels bosniaques et le vice-président, Al Gore, le très actif secrétaire adjoint, Lawrence Eagleburger (qui, lorsqu'il travaillait pour Kissinger Associates, avait eu des liens avec Milosevic alors banquier) et dix sénateurs influents dont George Mitchell et Robert Dole (..) ». « (...) Quarante-huit coups de téléphone [ sont donnés ] à des membres de la Maison-Blanche, vingt à des sénateurs et près de cent à des journalistes, éditorialistes, présentateurs de journaux télévisés et autres personnages influents dans les medias.(...) ».

Il reste particulièrement fier d'avoir réussi à mettre de son côté l'opinion juive. A ce sujet, il évoque l'imprudence de Tudjman, qui, à cause de son livre « *Déroute de la vérité historique* » pouvait être accusé d'antisémitisme. « Du côté bosniaque, cela ne se présentait pas mieux car le président Itzebegovic avait, dans sa « *déclaration islamique* » publiée en 1970, pris trop fortement position en faveur d'un Etat islamique et fondamentaliste. En outre, le passé de la Croatie avait été marqué par un antisémitisme réel. Plusieurs dizaines de milliers de juifs ont été supprimés dans les camps croates. Il y avait donc toutes les raisons pour que les intellectuels et les organisations juives soient hostiles aux Croates et aux Bosniaques. *Notre challenge était de renverser cet état de choses*. Et nous l'avons réussi d'une manière magistrale. Entre le 2 et le 5 Août 1992, lorsque le

*New-York Newsday* a sorti l'affaire des camps. Nous avons alors saisi l'affaire au bond et immédiatement, nous avons circonvenu trois grandes organisations juives : le *B'nai B'rith Anti-Defamation League*, le *American Jewish Committee* et le *American Jewish Congress*. Nous leur avons suggéré de publier un encart dans le *New-York Times* et d'organiser une manifestation de protestation devant les Nations-Unies. Cela a formidablement marché : *l'entrée en jeu des organisations juives du côté des Bosniaques fut un extraordinaire coup de poker. Aussitôt, nous avons pu dans l'opinion publique faire coïncider Serbes et Nazis.* Le dossier était complexe, personne ne comprenait ce qu'il se passait en Yougoslavie, et pour être franc, je vous dirais que la grande majorité des Américains se demandaient dans quel pays d'Afrique se trouvait la Bosnie, mais d'un seul coup nous pouvions présenter une affaire simple, une histoire avec des bons et des méchants. Nous savions que l'affaire se jouerait là. Et nous avons gagné en visant la bonne cible, la cible juive. *Aussitôt, il y eut un très net changement de langage dans la presse avec l'emploi de termes à très forte valeur émotive, tels que purification ethnique, camps de concentration, etc..., le tout évoquant l'Allemagne nazie, les chambres à gaz et Auschwitz. La charge émotive était si forte que plus personne ne pouvait aller contre, sous peine d'être accusé de révisionnisme. Nous avons tapé en plein dans le mille.(...)*

Notre travail n'est pas de vérifier l'information. (...) Notre travail (...) est d'accélérer la circulation d'informations qui nous sont favorables, de viser des cibles judicieusement choisies. C'est ce que nous avons fait. Nous n'avons pas affirmé qu'il y avait des camps de la mort en Bosnie, nous avons fait savoir que *Newsday* l'affirmait. (...) *Nous sommes des professionnels. Nous avons un travail à faire et nous l'avons fait. Nous ne sommes pas payés pour faire de la morale.(...)* ».

Soulignons le fait que l'appel aux services de ce genre d'agence de relations publiques n'est pas nouveau pour le gouvernement américain. En 1990, après l'invasion du Koweït par l'Irak, la firme *Hill and Knowlton* reçoit pour mandat de justifier l'intervention américaine. Elle remplit son contrat en faisant présenter devant le Congrès une jeune koweïtienne qui déclare avoir vu des soldats irakiens provoquer la mort de dizaines de nourrissons en coupant l'oxygène des couveuses. Les conséquences en sont très sensibles dans l'opinion publique et Georges Bush cite plusieurs fois ce témoignage lors d'interventions télévisées. Il s'avère cependant que ce témoignage est faux, que la jeune fille n'est autre que l'enfant de l'ambassadeur du Koweït auprès des Nations Unies et qu'elle n'est pas retournée dans son pays depuis

plusieurs années. La supercherie fait grand bruit; elle est commentée peu après sur CBS.

Outre le fait qu'ils confirment la faiblesse structurelle des systèmes de transmission audiovisuels de l'information, ces deux exemples montrent bien la facilité et le cynisme avec lesquelles des professionnels de Washington parviennent à manipuler les opinions publiques occidentales au service d'un objectif politique défini par le gouvernement américain.

\*\*\*\*\*

Ainsi, l'analyse du conflit Bosniaque permet d'apporter un éclairage assez évocateur des orientations de la politique étrangère américaine envers l'Europe. Celle-ci reste fondée sur l'invariant économique puissant des échanges et des flux transatlantiques que ce continent et cet allié militaire représente, au même titre que d'autres pôles géographiques sur la planète.

La manière d'appréhender cette immense zone de marché baigne pourtant dans une vaste ambiguïté, résultat d'un entrelacs de facteurs au service de visées hégémoniques à long terme. L'Europe, à défaut d'être un adversaire technologique et militaire du niveau des Etats-Unis, constitue un concurrent économique crédible, d'autant plus puissant qu'il réussira à construire son homogénéité politique en voie d'apparition.

Deux mille ans d'histoire fournissent à l'évidence un choix de facteurs dont l'exploitation reste de nature à entraver, voire annihiler cette ambition. Parmi eux, la religion au sens générique du terme apparaît en fin de compte comme le plus facile à exploiter pour diviser le Vieux Continent. Forgé par vingt siècles de civilisation judéo-chrétienne, l'Europe reste, sur ce plan, après l'épisode de cinquante ans de communisme qui n'avait fait que la figer, le théâtre de l'exercice de tensions aussi bien centrifuges que centripètes qui ont participé à la création des Etats-nations qui la constituent. Vecteur d'une certaine idée de l'Homme, l'homogénéité de l'Europe reste cependant bien friable face aux formes extrémistes du danger islamique, qu'elle a déjà connu et combattu sur ses terres.

Quoi de plus facile ainsi pour la première puissance mondiale que d'y favoriser l'implantation d'une entité musulmane, en exploitant les dissensions ancestrales qui

existent déjà et qui prennent toujours place au sein des formes contemporaines de crises qu'elle connaît, afin d'y assurer sa mainmise ?

Le conflit bosniaque apparaît donc comme la forme la plus récente de l'expression des antagonismes religieux que l'Europe a déjà connus, tant entre les branches essentielles de la religion chrétienne qu'entre la Chrétienté et l'Islam.

Au terme de cette étude, l'influence protéiforme de l'Amérique dans le déroulement de cette crise n'est plus à supposer ou à démontrer. Au service de ses visées hégémoniques du long terme, elle n'hésite pas à utiliser « l'arme islamique », confiante dans ses capacités à manier cet instrument jusqu'aux franges extrêmes où son usage pourrait lui échapper.

\*\*\*\*\*

## BIBLIOGRAPHIE

- « *Casque bleu pour rien. Ce que j'ai vraiment vu en Bosnie* », cdt Franchet, J.C. Lattes, 1995.
- « *To end a war* », Richard Holbrooke, Random House, New-York, 1998
- « *The clash of civilization and the remaking of world order* », Samuel Huntington, 1996.
- « *Les vérités yougoslaves ne sont pas toutes bonnes à dire* », Jacques Merlino, Albin Michel, 1993.
- « *The death of Yugoslavia* », Laura Silber et Allan Tittle, Penguin, 1995.
- « *Balkan Odissey* », David Owen, Londres, , Victor Gollancz, 1995.
- « *Balkan tragedy* », Susan Woodward, Brooking institution, 1995.
- « *Origins of a catastrophe. Yugoslavia and its destroyer. America's last ambassador tells what happened and why* », Warren Zimmermann, Random House, 1996.
- « *The politics of diplomacy* », Warren Zimmerman et James Baker, New-York, , Putnam's sons, 1985.
- « *Two plus four. The lessons of german unification* », Robert B. Zoellik, *The national interest*, n° 61.
- « *fighting for peace , Bosnia 1994* », The Harvill press, Londres, 1998.
- *Congressions Quarterly Weekly ( CQW)*, 11 mars 1989 et 12 janvier 1991.

\*\*\*\*\*

# **L'évolution de la politique étrangère des Etats-Unis en Europe à travers l'exemple du conflit bosniaque: l'hypothèse d'un soutien américain à l'implantation d'une entité musulmane en Europe.**

## **Table des matières**

	<b>page</b>
<b>Introduction</b>	<b>1</b>
<b>1- Le conflit Bosniaque : « C'est l'heure de l'Europe, pas celle des Etats-unis » ?</b>	<b>4</b>
11- l'ambiguïté de la position Américaine.	<b>4</b>
12- quelques considérations sur les origines du conflit.	<b>4</b>
<b>2- le conflit Bosniaque : « C'est l'heure de l'Europe, mais l'Europe n'est pas au rendez-vous.»</b>	<b>6</b>
21- Un héritage lourd de contraintes.	<b>6</b>
22- circonscrire le conflit : l'anthologie des impossibilités nationales.	<b>7</b>
221 : la position Serbe.	<b>7</b>
222 : la position française.	<b>8</b>
223 : les connivences bosno-serbes.	<b>8</b>
224 : l'ambiguïté de la position allemande.	<b>8</b>
225- La puissance souterraine du Vatican.	<b>10</b>
226- les arcanes de l'embargo.	<b>11</b>
227- la position russe.	<b>12</b>
<b>3- Le conflit bosniaque : « C'est l'heure des américains, pas celle de l'Europe »</b>	<b>15</b>
31-L'Islam en Europe : une fausse crainte américaine ?	<b>15</b>
311- une connaissance argumentée de la situation.	<b>16</b>
312- Une volonté abstentionniste unanimement partagée.	<b>17</b>
32-les tournants de la politique américaine envers la Bosnie.	<b>18</b>
321-les années 89-91.	<b>18</b>
322-Le deuxième tournant de la politique américaine.	<b>21</b>
33- Le rôle particulier des media en faveur des vues américaines.	<b>22</b>
331- L'exploitation des défaillances d'un système d'information.	<b>22</b>
332- un outil au service de la politique étrangère américaine.	<b>25</b>
<b>conclusion</b>	<b>28</b>